

# QUE VEUT LE C.E.R.E.S.

Entretien avec Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane, membres du bureau exécutif du Parti socialiste

**J.-P. Chevènement, dans ton livre : « Le Vieux, la crise, le neuf » tu relates votre adhésion, l'adhésion du noyau historique du C.E.R.E.S., en 1964 à la S.F.I.O. Tu qualifies toi-même de saugrenue l'idée d'une telle adhésion, à pareille époque. La première question que je voudrais vous poser, c'est pourquoi vous avez choisi de militer au sein du Parti socialiste plutôt qu'au sein du Parti communiste ?**

Vous analysez en effet le Parti communiste comme un parti révolutionnaire, certes autoritaire, bureaucratique, de tradition léniniste, mais néanmoins comme le grand parti révolutionnaire de la classe ouvrière et vous considérez que ce parti est un parti qu'on peut redresser, qu'on peut régénérer dans le cadre de l'Union de la gauche... Donc, pourquoi n'avez-vous pas choisi de travailler en son sein ? Pourquoi cette option pour la S.F.I.O. ?

*Jean-Pierre Chevènement.* — C'est une excellente question. Je crois d'abord qu'il ne faut pas sous-estimer le jeu politique indépendamment des mouvements de masse, comme le mouvement de Mai. Si on peut tirer *a posteriori* une leçon du mouvement de Mai, c'est que l'absence de débouché politique a conduit dans une impasse. Quel débouché politique est-il possible de trouver

dans un pays aussi traditionnel à beaucoup d'égards que la France ? C'est une question qu'on pouvait légitimement se poser dans ces années-là. A nos yeux, le Parti communiste est en effet un parti avec lequel il faut travailler. Mais le meilleur moyen de travailler avec le Parti communiste était-il d'y entrer, étant donné ce que nous pensions déjà en 1964 ? N'était-il pas au contraire, pour créer les conditions du succès d'un très large rassemblement, d'entrer dans la seule organisation qui n'était pas une organisation de socio-technocrates ou de petits-bourgeois arrivistes électoraux, dans la seule organisation qui avait des racines populaires, des racines traditionnelles dans un pays qui — disons — a une longue histoire et qui même du point de vue du mouvement ouvrier a une histoire tout à fait particulière, je veux dire qu'il n'y a pas de pays où le mouvement ouvrier plonge des racines historiques aussi profondes. A nos yeux il y avait encore quelque chose à faire avec le Parti socialiste de l'époque. Bon, je crois qu'il ne serait pas honnête de ne pas dire qu'il y a beaucoup de choses que nous avons apprises depuis. Mais *grosso modo* l'analyse était celle-là et, quelles que soient les difficultés

— à certains moments elles nous paraissent insurmontables —, je pense que notre pari était jouable. La preuve, c'est que nous l'avons joué. Dernier point : adhérer au Parti socialiste était, du point de vue de beaucoup d'idées pré-68 — ou qui allaient se manifester en Mai 1968 —, quelque chose de plus sensé que d'adhérer au Parti communiste. Je dirai qu'à nos yeux l'adhésion à la S.F.I.O. de l'époque nous permettait d'être plus efficace qu'une adhésion au Parti communiste, étant donné ce qu'est le Parti communiste. Aujourd'hui, peut être que les points de vue seraient différents — je ne sais pas —, encore que j'incline à penser que c'est toujours au sein du Parti socialiste que passe la ligne de clivage, la ligne principale du point de vue de la lutte des classes et que par conséquent, c'est en montant au front, d'une certaine manière — si on admet la conception qui est la nôtre de lutte dans les institutions —, que nous pouvions être le plus utiles au développement d'un dessein tel que celui qui chemine depuis dix ans.

*Didier Motchane.* — Je crois qu'il faut dire que nous étions, comme toujours, candidats à l'injection et non pas à l'éjection.

### Le mot « toujours » est-il marxiste ?

Ce qui nous laisse quand même pantois dans vos prises de positions récentes, c'est quand vous affirmez : « Le Parti communiste n'est pas le seul parti révolutionnaire... le PS peut à bien des égards le devenir ; nous sommes au milieu du gué, aidez-nous à traverser, etc. »

Ça nous paraît une aberration, parce que pour nous, le Parti communiste, ce n'est pas un « parti révolutionnaire — autoritaire — bureaucratique », ou quoi que ce soit, mais un parti réformiste stalinien, un parti qui se comporte comme une force contre-révolutionnaire, notamment lorsque l'ordre social est menacé, lorsqu'il y a une possibilité de révolution victorieuse. Ce fut le cas en 1936, en 1945, en 1968 et ce sera toujours le cas, compte tenu de l'analyse que nous faisons de sa dégénérescence bureaucratique, liée d'ailleurs à la dégénérescence bureaucratique de la Troisième Internationale et de l'Etat soviétique. Alors comment pouvez-vous analyser ce parti comme un parti révolutionnaire à un quelconque degré, et n'est-ce pas mystifier les masses, obscurcir les tâches qui

seront les leurs — de débordement de ce parti — que de le présenter comme tel ?

*J.-P. Ch.* — D'abord, je voudrais te dire une chose. Tu as employé le mot « toujours » et je crois que le mot « toujours » n'est pas marxiste. En ce sens que déduire du fait que le Parti communiste n'a pas fait la révolution en France depuis plus de cinquante ans qu'il existe, la certitude qu'il ne fera jamais cette révolution, ou qu'il n'y contribuera pas, c'est une pétition de principe. Le Parti communiste est incontestablement le parti qui ponce les racines les plus profondes dans la classe ouvrière, certainement beaucoup plus que le Parti socialiste, même si le Parti socialiste influence électoralement une fraction de la classe ouvrière qui n'est pas négligeable, presque comparable à celle qu'influence le P.C. Au niveau de la militance, au niveau de l'encadrement, le P.C. est un parti qui a bien davantage que le P.S. une base dans la classe ouvrière. C'est le premier point. Deuxièmement, le Parti communiste fait partie d'une réalité beaucoup plus vaste qui, elle-même, est sujette à évolution et à contradiction... Le P.C., dans le passé, était certainement beaucoup plus lié à la politique intérieure soviétique — à nos yeux — qu'il ne l'est aujourd'hui. Si on se reporte 30 ou 40 ans en arrière, il est évident que le P.C., dans la période qui a précédé la Seconde Guerre mondiale, s'est comporté comme un détachement en France de l'Internationale communiste. Ça peut d'ailleurs très bien se justifier, ce n'est pas une critique, c'est simplement une constatation. Est-ce qu'on peut dire qu'il en est de même aujourd'hui ? A nos yeux, non ! Les choses se posent différemment avec l'évolution de l'U.R.S.S., l'éclatement du monde communiste et les problèmes tout à fait particuliers que rencontrerait la gauche si elle devait l'emporter dans notre pays — il s'en est fallu de peu l'année dernière. Il nous semble qu'une situation aussi nouvelle poserait des problèmes tels qu'un certain nombre d'analyses devraient être reconsidérées. Notre pari est un pari optimiste sur le P.C.

*D. M.* — Il me paraît très contestable de dire qu'en 1936 on se trouvait devant une possibilité révolutionnaire, même en 1968 ; il y aurait une discussion importante et intéressante à avoir. Mais en 1936, je crois que c'est tout à fait incontestable. En 1936, Thorez avait raison contre Pivert.

Et en 1945 ?

*J.-P. Ch.* — On peut dire que le fait que les Américains aient débarqué en Normandie commande tout le reste. Quelque rôle qu'aient pu jouer la Résistance française, les F.T.P., dans certaines régions, il est clair que l'équilibre des forces à l'échelle mondiale commandait l'évolution de la situation politique dans un pays comme le nôtre. C'est d'ailleurs une chose que j'ai écrite. Si l'Armée rouge était venue en France, de Gaulle n'aurait été qu'un autre général Anders, il aurait été au balcon, mais ensuite il y aurait eu une démocratie populaire. Il aurait fallu que la France se libérât elle-même pour avoir une évolution autonome.

**Dans la polémique P.S.-P.C., quel rôle jouent d'après vous les facteurs internationaux ?**

*J.-P. Ch.* — Je ne peux donner qu'un avis personnel : à mon avis, très faible. Non pas que le Parti communiste n'ait pas une analyse du rapport de forces international. Là je crois qu'effectivement il inscrit son action dans une analyse d'ensemble du rapport de forces international, mais je ne pense pas du tout que ce soit l'évolution du rapport de forces international qui ait commandé son changement d'attitude dans la préparation du XXI<sup>e</sup> congrès.

**nous avons choisi l'être, même imparfait**

En ce qui concerne le Parti socialiste, il est clair que ce parti est l'enjeu de plusieurs projets contradictoires. Il est clair que l'un de ces projets, le projet majoritaire, c'est de constituer en France un grand parti travailliste moderne, un parti dont la fonction serait de moderniser la société française, de la rationaliser... Ce projet au sein du Parti socialiste s'appuie sur des forces qui ne sont pas négligeables, qui apparaissent comme de véritables mastodontes : la bureaucratie municipale, la masse, disons des élus sociaux-démocrates, une partie également de la bureaucratie syndicale qui cherche un relais politique ; toutes bureaucraties qui sont des forces de conservation. Alors je veux poser deux questions :

— La première est immédiate : dans la mesure où il s'agit de projets qui sont contradictoires à celui que vous annoncez comme vôtre, c'est-à-dire de faire un grand parti de la transition au socialisme, un parti révolutionnaire à sa manière, com-

ment pensez-vous pouvoir arriver à bout de ces forces-là ?

— La deuxième question à laquelle il faudra peut-être répondre ultérieurement, je l'énonce ainsi : ce qui nous frappe dans vos analyses du mouvement ouvrier, c'est l'absence de la problématique de la dégénérescence bureaucratique des organisations, analyse produite par Robert Michels en son temps et puis reprise et développée par les marxistes révolutionnaires, qui établit que les lignes politiques ne sont pas seulement des lignes politiques mais sont des lignes qui correspondent à l'idéologie et aux intérêts de couches bureaucratiques, d'appareils bureaucratiques conservateurs. Cette dimension-là est absente et de votre analyse du P.C., et de votre analyse du P.S., il semble, et cela nous paraît tout à fait surprenant...

*J.-P. Ch.* — Je réponds d'abord à la dernière. Cette problématique de la dégénérescence des organisations n'est nullement absente de notre analyse. Je crois qu'il y a là un malentendu entre nous. Je crois que nous la comprenons très bien. Je pense même que c'est le caractère inévitable de cette dégénérescence qui nous a paru au fond légitimer notre action. Simplement nous considérons que l'action à l'intérieur des institutions du mouvement ouvrier — qu'on peut considérer comme dégénérées ou non d'ailleurs —, notre action est en mesure également de les régénérer, ou du moins de créer des conditions telles qu'elles soient placées devant le choix d'avoir à se régénérer ou à avouer leur totale dégénérescence. Je dirais que par notre action, il y a évidemment une dimension de défi pour ces organisations qui représentent toujours largement la grande masse des travailleurs.

**Peux-tu expliciter ce que tu entends par caractère inévitable de cette dégénérescence ?**

*J.-P. Ch.* — Il est absolument inévitable qu'au sein même d'une société bourgeoise un mouvement socialiste organisé soit amené à passer toute une série de compromis qui conditionnent tout simplement sa survie. Au fond, nous avons, nous, à choisir entre l'être très imparfait d'une social-démocratie qui étend ses frontières bien au-delà du Parti socialiste, et puis le néant — ou bien quelque chose qui est sensiblement le néant. Et entre l'être et le néant, nous choisissons l'être, même imparfait. Sans nous résigner évidem-

ment à cette imperfection. Je dirai que notre attitude consiste à maintenir une distance entre la réalité de cet être imparfait et l'idée de la perfection que nous portons en nous, sans pourtant nous y identifier. Mais enfin, cette tension, c'est notre tâche.

**La première question portait sur la crédibilité de votre projet compte tenu des obstacles qui lui barrent la voie, des adversaires qui le combattent...**

*J.P. Ch.* — Oui, alors effectivement, tu as analysé trois séries de forces, qui se situent d'ailleurs à des niveaux différents : tu as parlé de la bureaucratie municipale. On peut étendre à la grande masse des élus locaux, dont le P.S. est le premier propriétaire, deuxièmement les socio-technocrates, troisièmement les bureaucraties syndicales. D'abord, ce ne sont pas exactement les mêmes forces. Ensuite, je crois que c'est de la mauvaise méthode de toujours mettre une croix sur telle ou telle force sous prétexte qu'elle est bureaucratique ou dégénérée, qu'en réalité, y compris au sein des élus et des municipalités, il y a des possibilités d'action qui sont manifestes : par exemple dans des grèves. Des municipalités peuvent soutenir, d'autres ne soutiennent pas, je ne dis pas que toutes le font, mais des municipalités peuvent soutenir efficacement des luttes qui se développent localement. On ne peut pas demander à des municipalités de faire la révolution, ce n'est pas leur rôle. Le rôle d'une municipalité, c'est d'être pendant une période assez longue un point d'appui pour un certain nombre d'actions, qui nous paraissent de nature à faire lever la pâte.

Est-ce qu'un parti qui, effectivement, a une aussi large assise municipale que le P.S. est voué à un réformisme moderniste ou même pas moderniste — car le modernisme vient plutôt de la deuxième fraction que tu as citée, c'est-à-dire les socio-technocrates — les gens qui sont venus à partir du moment où il est apparu clair que le Parti socialiste pouvait devenir un parti de gouvernement, à partir du moment où il est devenu évident que le P.S. pouvait conquérir le pouvoir, alors évidemment ça a changé un certain nombre de choses. De ce point de vue-là, il peut y avoir une complémentarité entre la première et la seconde des forces que tu as citées. Mais la deuxième des forces est très faible. Je veux dire que quand le pouvoir est

là, elle est là, et quand le pouvoir s'éloigne, elle disparaît. Ce n'est pas une force en réalité. C'est un épiphénomène. C'est une force idéologique, peut-être, dans la mesure où elle trouve un certain nombre d'appui dans la presse et dans une partie de l'opinion.

Troisième force, ce sont les syndicats. Je crois que le projet de faire du P.S. le relai du syndicat pour créer un espèce de néo-travaillisme à la française est un projet qui existe. Mais il est loin d'être le seul, et dans le syndicat il y a toutes sortes de gens qui ont une visée sensiblement différente et que le parti peut aussi intéresser. Nous pensons que ce n'est pas un hasard si une majorité très forte des militants de la C.F.D.T. qui sont venus récemment au parti, y compris parmi les dirigeants, s'est finalement retrouvée sur notre courant et non pas sur le courant numéro un.

A mon avis, une analyse aussi négative des forces qui sont à l'œuvre dans la social-démocratie conduit fatalement, effectivement, à renoncer à notre projet. Mais notre analyse est plus optimiste, plus dialectique aussi : le Parti socialiste plonge quand même ses racines dans des milieux qui sont avides de changements profonds. La militance est nouvelle, elle est encore mal formée, mais elle permet d'y faire un travail important, d'exploiter les contradictions qui divisent les diverses forces que tu as analysées comme étant des forces de conservation et rien d'autre, ce qui n'est pas notre avis.

*D. M.* — Je pense que, contrairement à ce que tu sembles avancer, une réflexion sur les risques de dégénérescence inhérent à l'institutionnalisation du mouvement ouvrier — c'est-à-dire au développement des partis de masse et des syndicats — est quelque chose de tout à fait central chez nous. Par exemple, nous pensons qu'un parti de masse, je ne dis pas est nécessairement condamné à la social-démocratie, mais tend nécessairement à la social-démocratie. C'est sa pente naturelle. Et il n'y a pas de parti révolutionnaire par nature. Un parti de masse ne peut pas avoir la cohérence du groupe révolutionnaire. La nécessité de gérer sa propre durée, qui se pose à tout parti révolutionnaire tant qu'il ne peut pas faire la révolution, le condamne à tomber dans la social-démocratie s'il n'est pas capable d'y résister. Et nous pensons qu'il peut être capable d'y résister par d'autres moyens qu'en pla-

quant les schémas d'organisation bolcheviques sur les partis ouvriers d'Europe capitaliste. Et c'est dans la mesure où un parti ouvrier populaire peut produire en lui-même suffisamment de forces militantes, de tensions militantes, de pôles militants que ce parti peut devenir révolutionnaire dans son existence.

*J.-P. Ch.* — Autrement dit qu'il peut faire la révolution.

*D. M.* — Qu'il peut faire la révolution quand l'histoire lui tend la main.

*J.-P. Ch.* — Car effectivement, un parti révolutionnaire est celui qui fait la révolution. Il n'y a pas d'autres brevets que celui que décerne l'histoire. Il n'y a pas de révolutionnaires qui s'autoproclament. J'ajouterais à cela que le développement que vient de faire Didier Mofchane éclaira à mon sens très bien la réponse que nous avons voulu faire à ta première question. C'est dans la mesure où nous croyons à l'inévitabilité de ce processus de corruption de la parti par le tout, que notre engagement à la S.F.I.O. était peut-être plus justifié qu'au P.C., étant donné que le processus était plus avancé.

Pour en finir avec ce problème, tout le monde constate qu'au sein du Parti socialiste, Mitterrand, comme individu, comme personnalité, compte tenu du rôle qui est le sien sur la scène politique, dispose d'un poids considérable et que par ailleurs son projet personnel est largement différent du vôtre. On se souvient de la campagne présidentielle de mai-juin 74 où il a pris un certain nombre de positions, tant programmatiques avec son plan économique à triple détente, qu'au niveau des principes, en transformant le seuil minimum en seuil maximum, etc. ; vous étiez bien incapables de vous démarquer à ce moment et, en réalité c'étaient ses conditions qui étaient la loi du parti. Alors la question que je veux vous poser — j'avais laissé passer cet aspect tout à l'heure lorsque je parlais des obstacles et c'en est un de taille : comment pensez-vous contrebalancer le poids que confère à Mitterrand le système politique actuel, régi par la Constitution de 58 ?

*J.-P. Ch.* — Disons que la victoire de François Mitterrand aux présidentielles de mai 1974 aurait signifié quelque chose de très profond pour la masse des travailleurs. Et disons que l'action

du gouvernement de la gauche aurait certainement dû être de nature à satisfaire les aspirations des travailleurs. Personnellement, je crois que ça aurait mis en marche une dynamique extrêmement puissante, qui aurait certainement porté François Mitterrand, et le gouvernement qu'il aurait mis en place, à aller beaucoup plus loin que ce qu'il avait dit initialement tout au long de sa campagne. Je veux dire que son programme économique à triple détente — 6 mois, 18 mois, 5 ans — aurait vraisemblablement été un peu bousculé par les événements.

### **Le Programme commun, c'est le début de la course, mais ce n'est pas la course**

**Vous caractérisez le Programme commun de « programme de transition au socialisme ». Or, la réalisation — même intégrale — de ce programme laisserait, pour l'essentiel, les leviers de commande économiques et politiques aux mains de la bourgeoisie. C'est ce qu'expliquait encore récemment — après Georges Marchais — le sénateur Caillavet, secrétaire général adjoint des radicaux de gauche. Pensez-vous que c'est hâter l'avènement du socialisme en France que de faire passer des vessies pour des lanternes, un programme de collaboration de classe pour un programme de transition ?**

*J.-P. Ch.* — Il faut s'entendre sur ce qu'on appelle la transition. Pour nous le Programme commun précisément... n'est pas commun. En ce sens qu'il n'y en a pas d'autre, dans toute l'Europe occidentale et dans l'ensemble du monde industrialisé. Et qu'il déclare lui-même vouloir ouvrir la voie au socialisme, ce qui signifie que, d'emblée, il représente le franchissement d'un seuil qui est intolérable pour la bourgeoisie. La nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier, compte tenu de la prédominance actuelle du capitalisme bancaire et financier sur le capitalisme industriel ; la nationalisation d'une bonne douzaine de très grands trusts, font en fait franchir au secteur public un seuil décisif. Si on prend ce qu'est le secteur public aujourd'hui en France, et si on y ajoute le Programme commun, en réalité c'est plus de la moitié de l'investissement qui sera formé à partir de canaux publics. Il nous semble qu'en réalité, l'application rapide du Programme

commun créerait en fait assez vite, soit alors la prédominance d'un certain nombre de centres de décision soumis, par des moyens sur lesquels on reviendra tout à l'heure, au pouvoir des travailleurs ; soit alors des conditions telles que, effectivement, le Programme commun le prévoit d'ailleurs, il se produise des avancées plus importantes. Disons quand même que depuis que le Programme commun a été signé, on a plus ou moins verbalement nationalisé l'automobile, la Compagnie française des Pétroles, et vraisemblablement encore un certain nombre de choses que j'ai oublié.

Pour bien comprendre cela, il faut se référer au texte du Programme commun, lequel comporte des dispositions extrêmement importantes, non pas seulement du point de vue des nationalisations, mais aussi du point de vue de tout ce qui touche le contrôle des travailleurs et le mécanisme de contrôle dans les entreprises et dans l'ensemble de la société. Et certainement nous ne concevons pas l'application du Programme commun comme le fait de lois, de décrets, d'arrêtés, de circulaires, de notes administratives, mais comme un processus où les masses doivent prendre des responsabilités très importantes. Le Parti socialiste le dit, il le dit dans tous ses documents officiels. Alors, entre ce qu'il dit et ce qu'il est susceptible de faire, il y a toujours une différence, mais disons que la dynamique sociale n'est pas seulement une dynamique limitée à un appareil. Le fait en tout les cas qu'il le dise a son importance, parce que c'est dit par le Parti socialiste, que c'est dit aussi dans un certain nombre de documents par le Parti socialiste et le Parti communiste.

*D. M.* — Je crois que vous cédez à l'erreur bien compréhensible de ne considérer le Programme commun que comme une photographie. Or, le Programme commun, précisément, c'est le détonateur de la transition. Donc, c'est effectivement, très exactement, la projection d'un processus, d'un mouvement, d'un déséquilibre. Si — hypothèse d'école, hypothèse absurde — on supposait le Programme commun réalisé comme ça, par un coup de baguette magique, du jour au lendemain, bien évidemment, on ne se trouverait pas dans le socialisme, mais on se trouverait dans une société, dans une situation, où le capitalisme serait tellement déséquilibré, qu'il s'agit précisément de la période de transition.

*J.-P. Ch.* — J'en donnerai une preuve : c'est que dans la mesure où un certain nombre de projets ont déjà vu le jour depuis quelques années pour étaler le Programme commun, pour au fond prévoir un certain nombre d'étapes, en gommant cet aspect, à savoir que le Programme commun doit être réalisé au niveau d'un certain nombre de mesures d'emblée, il y a un seuil à franchir immédiatement, ce sont d'ailleurs ses propres termes. Dans la mesure où un certain nombre de projets d'étalement ont vu le jour, c'est bien la preuve que le Programme commun est un programme de rupture. Au fond, votre critique du Programme commun, en tant qu'il n'est pas un programme de transition est au fond aussi absurde que la critique d'un coureur qui devrait faire un cent mètres, qui effectivement prend le départ, et chacun sait que la course est un état de déséquilibre, et sous prétexte que le Programme commun ne nous fait faire que les quinze premiers mètres, mais dans une situation penchée, oblique, qui l'amène à continuer à courir s'il ne veut pas s'affaler ; eh bien, le Programme commun c'est le début de la course, mais ce n'est pas la course. On peut évidemment développer une interprétation maximaliste de ce qui doit être un programme de transition et considérer qu'au fond le Programme commun ce ne serait que de la petite bière à côté. Mais à nos yeux il y a un maximalisme qui rejoint l'immobilisme, et d'une certaine manière nous qui ne doutons absolument pas de la générosité de votre sentiment révolutionnaire — puisque nous ne vous donnerions pas une interview si c'était le cas — nous pensons que même si vous avez l'excuse d'une certaine logique d'ailleurs, mais d'une logique formelle, et évidemment de la jeunesse qui est révolutionnaire par principe, d'une certaine manière, une critique maximaliste du Programme commun, conforte et rejoint l'opposition de tous les Caillavet de la gauche, plus nombreux qu'il n'y paraît...

*D. M.* — Il est évident qu'il y a plusieurs lectures du Programme commun, et vous avez tout à fait raison de nous demander laquelle, à notre avis, est la bonne. Mais la bonne lecture du Programme commun, ce n'est pas la nôtre, c'est celle qu'en feront les masses. Or, de quoi dépend la lecture que les masses feront du Programme commun, les masses qui très concrètement,

dans bien des cas, ne l'auront d'ailleurs pas lu (ce qui ne signifie pas qu'elle n'en fassent pas une bonne lecture). Cela dépend de la situation — de l'état de la lutte des classes, du rapport des forces — qui sera celle de la société française au moment où la gauche unie sera en mesure de rendre réelle cette lecture.

Derrière ces diverses lectures du Programme commun, entre parenthèses, celle qui a été la lecture officielle est bien différente de la vôtre. C'est effectivement une lecture qui étale la réalisation du Programme sur une longue période, en concentrant les réformes de structures les plus importantes à la fin, si tout va bien jusque-là...

*J.-P. Ch.* — C'est excessif de dire ça. Ensuite, il faut être juste, il faut faire la part de ce qu'on dit dans une campagne électorale et ensuite de ce que l'on fera. Tout le monde sait que les hommes font l'histoire, depuis Marx, mais ne savent pas toujours l'histoire qu'ils font. J'ajouterai à ça que même s'ils le savaient, ils ne le diraient pas toujours.

### **La révolution : ni miracle, ni fondu-enchaîné**

Intéressant comme conception... conception manipulatrice... La question qui me paraît importante, là-dedans, c'est votre conception de la transition au socialisme.

Ce qui se dégage de la lecture de vos thèses, y compris de vos propos présents, c'est que vous concevez la transition au socialisme comme un processus prolongé, qui s'étalerait sur plusieurs années, où la nature de l'Etat et de la société serait ambiguë, ambivalente, où il y aurait en réalité — c'est ça qui nous semble tout à fait incohérent dans ce schéma — une société qui fonctionnerait selon deux principes et deux logiques, à nos yeux inconciliables :

— D'une part, une logique qui est celle de la classe dominante actuellement, logique du profit, du marché, etc.

— D'autre part, une logique imprimée par le gouvernement d'union populaire appuyé sur le mouvement de masse et qui est une logique tout à fait différente, une logique de la satisfaction des besoins humains, de la planification, de la démocratie, etc.

Ce qui nous semble incohérent, c'est cette idée qu'une société comme la société française peut fonctionner pendant plusieurs années en même temps selon ces deux principes, ces deux logiques. Notre concep-

tion de la transition est toute différente : le développement de la crise sociale actuelle doit aboutir à une nouvelle explosion généralisée de luttes, à une nouvelle crise révolutionnaire — la notion de crise révolutionnaire, vous l'occultez constamment — et c'est au point culminant d'une telle crise révolutionnaire, dans une phase brève, que la question du pouvoir doit être réglée. Mais la question du pouvoir doit être réglée !

La société et l'Etat ne peuvent pas fonctionner avec deux pouvoirs divergents, antagonistes.

Et c'est pourquoi il nous semble que, contrairement à votre profession de foi réaliste, nous sommes plus réalistes que vous.

Alors, voici la question que je voulais vous poser : qu'est-ce que c'est pour vous que la transition au socialisme en France, quel serait le scénario d'une transition réussie ?

*J.-P. Ch.* — Je pense qu'il y a là matière à dialogue fructueux parce que nous ne pensons pas qu'on puisse supprimer du jour au lendemain la société capitaliste, la société capitaliste survivra dans certaines de ses parties longtemps, y compris même au sein de la société socialiste.

Le problème à nos yeux est effectivement qu'après le franchissement du premier seuil, on peut parler de crise révolutionnaire qui emporte la conquête du pouvoir d'Etat entendu au sens le plus général du terme, le plus gramscien du terme. Il se crée un rapport de forces tel qu'une logique l'emporte sur l'autre. Mais croire par exemple que la logique du profit, de l'individualisme, du marché d'une manière générale, disparaîtra du jour au lendemain, c'est là, à mon avis, une illusion. On peut instaurer la prééminence des forces socialistes, on peut créer une logique telle de développement que les mécanismes de la planification l'emportent sur ceux du marché et de l'accumulation capitaliste, mais on ne peut pas concevoir un passage au socialisme comme un phénomène contenu dans une durée brève de quelques mois. Disons qu'il faut bien se comprendre : je raisonne là au niveau de la société dans son ensemble, je ne raisonne pas au niveau du phénomène du pouvoir, où je crois effectivement, le moment tournant est par définition quelque chose d'assez bref. Il y a un certain nombre d'affrontements d'où il résulte la victoire ou la défaite, mais le problème, c'est le sens du mouvement. Ce

mouvement n'est pas linéaire, il est marqué par un certain nombre de seuils. Mais la logique de la planification doit l'emporter sur celle du marché, même si on conserve au marché un certain rôle, mais un rôle dominé, limité, réglé, gouverné, ce qui dépend de la réunion d'un certain nombre de conditions, sur le plan national et aussi sur le plan international. Je crois qu'on ne peut pas déclencher la révolution n'importe quand, n'importe comment. La possibilité d'une transition révolutionnaire dépend de la réunion d'un certain nombre de conditions dans la société française, d'alliances de classe et d'alliances politiques qui sont nouées. Et sur un plan international, je crois qu'on n'a peut-être pas mis assez en valeur la liaison qu'il y a entre d'une part la logique du Programme commun, des grandes transformations de structure et de la conquête du pouvoir, en France, par les travailleurs, et puis d'autre part l'avènement de nouveaux rapports de forces internationaux et d'un contexte extérieur fondamentalement différent de celui qui s'est créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

*D. M.* — Pour nous, la révolution, c'est ni cette sorte de miracle instantané qu'elle est restée pour vous, ni cette succession de retouches, cette sorte de fondeu enchaîné du cinéma qui est la conception réformiste du passage au socialisme, dans lequel les gens se réveilleraient un jour pour constater que brusquement le paysage a changé. C'est une période historique d'une durée indéterminée, mais sans doute longue, avec des flux et des reflux, des moments de violence couverte, des moments de violence ouverte. Et d'ailleurs, si on rappelle un certain nombre de choses simples, par exemple que le gouvernement, ce n'est pas le pouvoir, que la lutte des classes continue et s'intensifie après le moment où les travailleurs et leurs organisations ont conquis le gouvernement et des positions dans l'Etat et dans l'appareil d'Etat, et en particulier dans l'appareil répressif de l'Etat, si on rappelle ces choses-là, il semble à l'évidence que c'est nous qui sommes cohérents et que par ailleurs notre position, notre conception du processus révolutionnaire, il nous paraît très facile de la distinguer d'un processus réformiste. La conception réformiste, c'est qu'il y a eu une révolution politique : la Révolution française. Ensuite,

on s'est aperçu qu'elle n'allait pas assez loin et on a pensé à ajouter la révolution économique. Et plus tard, au XX<sup>e</sup> siècle, on s'est aperçu de l'existence d'une révolution culturelle. Or nous refusons absolument cette idée qu'il s'agirait d'un jeu de construction. Le politique, l'économique, puis le culturel. Nous pensons que le processus révolutionnaire s'accomplit d'une manière liée, avec évidemment des rythmes différents au niveau institutionnel, au niveau fondamental des rapports de production, et au niveau idéologique et culturel. Bien entendu, il est vrai que la transformation des rapports de production doit être préparée par une lutte idéologique. Mais cela ne veut pas dire qu'une pseudo-révolution culturelle peut commencer avant, pour faire l'économie du changement de ces rapports. Nous pensons que les gens ont davantage les idées de leurs intérêts que les intérêts de leurs idées.

**Dans votre conception, d'une part, le changement de régime s'effectue lentement, sur une longue période et, d'autre part, il implique la réalisation d'un ensemble de conditions éminemment favorables. Au cas où ces conditions ne seraient pas toutes réunies ou mieux, au cas où elles commenceraient à se désagréger, d'après vous, le gouvernement d'Union de la gauche serait nécessairement amené à gérer le système, voire à rétablir ses équilibres antérieurs ?**

*J.-P. Ch.* — C'est déjà arrivé. Si effectivement les conditions d'une transition au socialisme n'existent pas, ce gouvernement est condamné à gérer le système non par le fait d'une intention délibérée, mais par la force des choses, d'où pour nous la très grande importance de réunir dès maintenant, avant l'arrivée au pouvoir, toutes les conditions qui nous permettrons de transformer une victoire électorale en un processus de transition vers le socialisme. Il est évident que ces conditions ne se réunissent pas après la victoire électorale, elles se réunissent en fonction de tout un travail idéologique, un travail militant, de toute une orientation, de l'organisation, au niveau de sa propagande, de sa stratégie, bien avant quelle ait pris le pouvoir.

**Que feriez-vous en tant que C.E.R.E.S., impliqués dans cette expérience et éventuellement impliqués au plus haut niveau ? Vous considéreriez que les conditions n'étant pas réunies il ne s'agit pas de faire de l'aventurisme ? Qu'il faut s'en**

**tenir à ce qui est possible et, en conséquence, gérer le système puisqu'on ne peut pas aller au-delà ?**

*J.-P. Ch.* — Je crois que nous avons exprimé cette idée ; c'est qu'en ce qui nous concerne, nous ne sommes partie prenante que d'une expérience qui va logiquement au bout de ses engagements. Nous ne participerions que pour appliquer le Programme commun, étant donné ce qu'il signifie à nos yeux. J'ajoute à ça que dans la vie on n'a pas toujours le choix du registre qu'on joue et qu'il faut savoir à mon sens aller courageusement au bout des opinions qu'on a défendues.

**Dans le n° 15 de « Frontière » vous développez un certain nombre de thèses sur les conseils ouvriers. Disons que l'Etat prolétarien, vous ne le concevez pas de façon classique, comme un Etat de type nouveau, fondé sur la démocratie des conseils, comme organes du pouvoir. Mais vous considérez ces conseils comme des institutions subalternes, intégrées à un système politique qui n'est pas autre chose que la démocratisation du système actuel. Notamment vous expliquez que la dynamique des conseils est de la plus haute importance, mais qu'il faut empêcher que ses organes ne se substituent, comme ils tendent à le faire spontanément, à l'appareil d'Etat, et que le mot d'ordre de « tout le pouvoir aux soviets », on sait ce qu'il donne ; je vous cite de mémoire : « C'est en réalité tout le pouvoir au parti qui manipule les soviets. »**

*J.-P. Ch.* — C'est toujours ce que ça a donné.

**Peut-être, mais dans certaines conditions internationales et nationales.**

*J.-P. Ch.* — Partout où cela a été fait, cela n'a jamais donné autre chose. C'est malgré tout un fait expérimental.

**La question est : quelle est la place des conseils ouvriers dans un Etat de type prolétarien, pour vous, et à quoi ressemble un tel Etat, par rapport à l'Etat bourgeois ?**

*J.-P. Ch.* — Je crois qu'il faut revenir sur l'idée d'un Etat prolétarien qui ne serait que la superposition d'une série de conseils les uns aux autres. Je crois qu'on ne peut pas évacuer rapidement un certain nombre de problèmes de gestion d'une société hautement développée, y compris socialiste. Les choses se passant dans un contexte d'affrontements, on ne peut pas

non plus dire que la pyramide des conseils se créant en quelque sorte *sui generis* pourra se substituer à des appareils d'Etat hautement spécialisés. Je pourrais prendre l'I.N.S.E.E., encore que là on pourrait imaginer que ce soit un conseil qui se substitue à un directeur nommé, c'est tout à fait concevable. Je pourrais prendre également des administrations aussi spécialisées que l'administration des Changes, du Trésor, de la Banque de France, la police et quelques autres... Nous considérons que les problèmes qui sont posés ne sont pas solubles au niveau d'une dynamique que, je dirai presque par le fait des choses, serait amenée à retomber si elle n'était pas insérée dans une conception d'ensemble. On pourrait prendre par exemple le problème de l'armée. Je crois qu'on peut profondément transformer la structure de l'armée. Nous souhaitons effectivement aller vers une armée populaire, une armée dont la conception serait radicalement différente de la conception actuelle, parce qu'elle aurait des finalités différentes, parce que, par exemple, elle fonctionnerait sur la base d'unités mobilisables sur place, dans le cadre géographique ou dans le cadre de l'entreprise. Avec une proportion relativement restreinte d'officiers de carrière occupant les postes de haute qualification, une proportion beaucoup plus importante d'officiers de réserve et enfin, on pourrait imaginer à l'intérieur de cette armée d'un type nouveau, l'élection des caporaux, l'existence de représentants élus par les soldats, à tous les niveaux de la hiérarchie. C'est quelque chose qui est parfaitement concevable. Penser que cette armée pourrait exister sur un mode purement électif, ou avec des assemblées générales à tous les niveaux, à notre avis, c'est méconnaître complètement le fonctionnement de l'institution et c'est faire l'impasse sur les difficultés extrêmes, dans l'hypothèse que nous envisageons, de la transformation de l'armée actuelle en une armée d'un type nouveau. Je pourrais prendre des exemples à d'autres niveaux... Si on prend l'administration des Finances...

**Le problème n'est pas l'existence d'un appareil d'Etat, le problème est : qui détient le pouvoir, c'est-à-dire, comment se prend la décision. Dans le modèle soviétique classique, il existe un Etat, un appareil d'Etat. Il existe une armée ; que je sache, Trotski s'est toujours battu contre, par exemple, l'idée de l'éligibilité à tous**

les postes de l'administration, de l'armée, de la police, etc. Il existe des appareils ; mais l'organe qui décide, c'est l'Assemblée nationale des soviets, l'assemblée des délégués des conseils. Il n'existe plus une Assemblée nationale de députés, élus pour cinq ans, sur une base exclusivement territoriale — les circonscriptions —, avec toutes les tares que les marxistes dénoncent dans la démocratie formelle. Les unités politiques sont également les unités de travail et l'organe central, l'organe suprême, c'est le représentant de ces unités. Il semble que ce schéma ne soit pas le vôtre ?

*J.-P. Ch.* — Ce n'est pas le nôtre en ce sens que notre schéma n'est pas celui d'un mouvement d'en bas, même non manipulé, ce qui, à notre avis, n'existe pas. Je veux dire que tout mouvement d'en bas, pour avoir une certaine durée, est forcément un mouvement manipulé. En ce sens, je dirais que notre schéma est celui de la conjugaison entre un mouvement d'en bas et un mouvement d'en haut. Et pose l'existence d'une structure de cohésion, c'est-à-dire d'un parti de la transition, d'un parti qui soit à la fois dans le mouvement de masse et qui agit en même temps au niveau de l'appareil d'Etat existant, qu'il faudra transformer, mais qu'il ne sera pas toujours facile de transformer rapidement, en tout cas dans les délais requis, compte tenu de l'affrontement probable, quelles qu'en soient les formes. Il nous semble qu'on ne peut pas concevoir la transition en la limitant soit à l'aspect administratif, bureaucratique, d'un mouvement d'en haut, soit à l'aspect mouvement d'en bas, car les conditions de durée d'un tel mouvement ne seraient pas réunies.



WIAZ